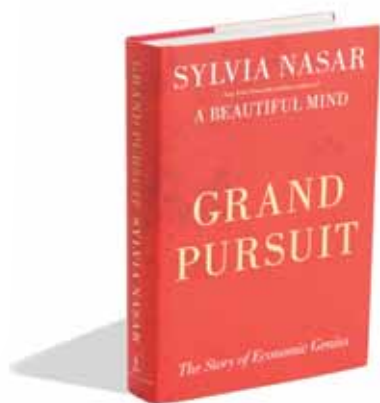


Une flânerie dans le passé



Sylvia Nasar

Grand Pursuit

The Story of Economic Genius

Simon & Schuster, New York, 2011, 558 pages, 35 \$ (toilé).

Dans *Un cerveau d'exception*, la biographie de John Nash, prix Nobel d'économie, Sylvia Nasar alliait brillamment l'humain et l'intellect, et proposait une étude captivante de la fragilité du génie. *Grand Pursuit*, qui brosse une histoire des idées au travers d'une biographie de groupe, est moins réussi. L'auteur conte l'histoire d'une douzaine de «génies» de l'économie, allant de Karl Marx à Paul Samuelson et à Amartya Sen. Elle présente le parcours de chacun et donne un compte rendu accessible et précis de leurs théories essentielles.

Mais la trame est trop vaste, et le rythme trop soutenu pour unir correctement les principaux éléments. Les liens entre les éléments biographiques, l'époque et les idées semblent parfois artificiels, et l'auteur évite les synthèses globales qui auraient pu leur donner un sens. Certains rapports ne sont pas du tout établis : ainsi, Knut Wicksell et la contribution suédoise à l'économie moderne ne sont jamais évoqués. L'ensemble fleure le tourisme intellectuel et historique. La lecture en est éminemment agréable, mais l'approche, si probante dans le livre précédent, n'aboutit pas vraiment.

La quête ambitieuse évoquée dans le titre a été apparemment inspirée par «la théorie que l'humanité pouvait se

libérer du joug de la nécessité économique en maîtrisant les aléas matériels au lieu d'en être l'esclave».

Selon l'auteur, l'économie a été en grande partie inventée pour libérer les peuples de la pauvreté. Le souci philanthropique était là dès le départ, mais, dans une société séculaire, devait s'appuyer sur un fondement scientifique, et non théologique. (L'auteur aurait pu attirer l'attention sur les nombreux économistes des générations antérieures évoqués dans son livre, dont Irving Fisher, John Maynard Keynes, Alfred Marshall et Joan Robinson, qui étaient issus de milieux religieux.)

Sa théorie implicite est que les avancées dans le domaine de l'économie ont entraîné une amélioration de la situation matérielle. Le clivage qui l'inté-

La Grande Récession et ses suites n'ébranlent apparemment pas l'optimisme de Nasar.

resse le plus est celui qui sépare ceux qui croyaient que le progrès résulte du laisser-faire de ceux qui pensaient qu'il est le fruit de l'action publique. On peut supposer que c'est en qualité de représentante de cette seconde tendance que Béatrice Webb, qui n'était pas économiste, même selon l'acceptation large du terme au XIX^e siècle, est évoquée ici.

Un élément central de l'époque couverte par l'auteur est le cycle économique; on peut quasiment intégralement expliquer les doctrines des grands économistes évoqués par leur réponse aux oscillations violentes de l'activité économique. Joseph Schumpeter, en un sens le héros singulier de ce livre, pensait que les crises étaient une composante nécessaire du progrès et devaient être subies. Friedrich Hayek estimait qu'elles étaient inutiles, mais devaient néanmoins être endurées. Keynes pensait qu'elles étaient inutiles et ne devaient pas être supportées.

Sur ce plan, les vues de Keynes sont très proches de celles de Fisher et de Milton Friedman, qui estimaient qu'une politique monétaire appropriée pouvait à la fois prévenir les crises et y remédier. Keynes pensait néanmoins que la politique monétaire ne suffisait pas : la politique budgétaire devait aussi jouer un rôle.

Si Keynes, Fisher et Friedman présentent quelques similitudes, il en va de même de Keynes et Hayek dans leur résistance à la mathématisation de l'économie, dérivée de leur rejet du postulat de «l'information parfaite». À cet égard, comme sur la plupart des points, Schumpeter est une anomalie : sa théorie de «l'entrepreneur héroïque» en tant qu'agent du progrès est proche de la notion d'«esprits animaux» comme moteur du capitalisme de Keynes. Il n'a cependant jamais renoncé à l'espoir de faire de l'économie une science aussi exacte que la physique, et a passé le dernier jour de sa vie à travailler les mathématiques, qu'il n'avait jamais maîtrisées.

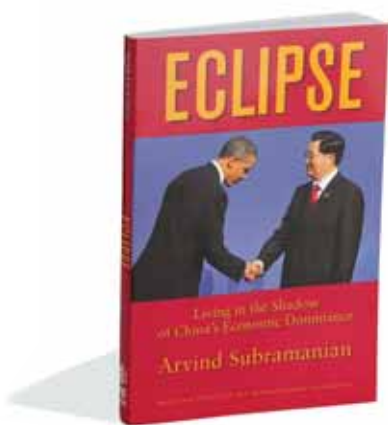
La Grande Récession et ses suites n'ébranlent apparemment pas l'optimisme de Nasar. La crise financière a montré que notre maîtrise supposée du risque était pure arrogance, une arrogance commune aux hommes politiques, aux banquiers et aux économistes. Mais les théories erronées qui ont conduit à la crise émanent d'un phénomène célébré dans *Grand Pursuit*. L'un des génies retenus par l'auteur est Paul Samuelson, dont les *Fondements de l'analyse économique* ont jeté les bases de la modélisation économique qui domine la discipline depuis 50 ans.

Dans un exemple parlant du privilège qu'elle accorde aux aspects biographiques par rapport aux théories, l'auteur évacue «la crainte que les mathématiques n'amènent l'étiollement des autres langues» en soulignant la «virtuosité verbale» de Samuelson et l'aptitude de John von Neumanns à «citer textuellement Dickens». Mais elle doit bien savoir qu'il ne s'agit pas de cela.

Robert Skidelsky

Professeur émérite d'économie politique, université de Warwick

Sous la chaleur du soleil



Arvind Subramanian

Eclipse

Living in the Shadow of China's Economic Dominance

Peterson Institute for International Economics, Washington, 2011, 216 pages, 21,95 \$ (broché).

Le message central de cet ouvrage, remarquable malgré sa brièveté, est que «la domination économique chinoise est plus proche et de plus grande ampleur — elle englobe la production, le commerce et la monnaie — qu'on ne l'admet actuellement». L'auteur se demande si la Chine abandonnera le mercantilisme, prônera le libre-échange et fera du renminbi une monnaie de réserve librement convertible — le tout dans son intérêt propre — et voit dans le multilatéralisme le meilleur moyen pour le monde, États-Unis compris, de gérer des tensions inévitables avec une Chine de plus en plus puissante. Il recommande l'Organisation mondiale du commerce plutôt que le FMI pour endiguer le pouvoir économique chinois et l'orienter sur des voies constructives; il estime qu'il est temps de mettre un terme au cycle de Doha et d'entamer un «cycle de la Chine». À l'instar du cycle de Tokyo (1973–79), engagé lorsque l'économie japonaise occupait une place de tout premier plan, les

négociations conduites dans le cadre de ce cycle ancreraient fermement la Chine dans le système multilatéral.

Écrit par un économiste, mais destiné à un public plus large, cet ouvrage technique se fonde sur des faits, accompagnés d'une analyse de sensibilité quantitative. Il ne s'agit pas d'une évaluation approfondie de ce à quoi pourrait ressembler une domination économique chinoise ou des obstacles intérieurs à cette dernière. Comme les spécialistes de la Chine le savent, ces obstacles sont nombreux et substantiels. Dans une réédition future, l'auteur ferait bien d'examiner en quoi la puissance économique mondiale de la Chine en 2030 pourrait différer de celle des États-Unis dans les années 70, et du Royaume-Uni un siècle plus tôt. En l'absence d'une démocratisation véritable, la Chine ne pourra cependant offrir un modèle attrayant aux autres pays et ne pourra guère les influencer par l'exemple. L'ouvrage ne s'attarde pas sur les difficultés entre la Chine et le reste du monde, notamment

Une décennie tumultueuse

James Boughton

Tearing Down Walls

The International Monetary Fund 1990–1999

Fonds monétaire international, Washington, 2012, 992 pages, 90 \$ (toilé).

Dans ce volume, le cinquième d'une série, James Boughton brosse un historique érudit, complet et parfois surprenant du FMI dans les années 90. *Tearing Down Walls* est un ajout utile à ladite série, qui comporte un autre ouvrage du même auteur, *Silent Revolution*, couvrant la période 1979–89.

Pour les chercheurs spécialisés, il sera un guide précieux aux documents. Pour les non-spécialistes souhaitant une présentation générale du FMI, il constituera une introduction utile. Et pour le personnel du FMI désireux de comprendre l'évolution de sa propre institution, il sera une ressource essentielle.

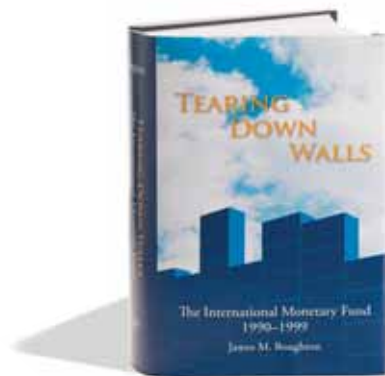
La multiplicité des audiences crée des tensions entre la nécessité d'être encyclopédique et le souhait de mettre en avant des thèmes fondamentaux. Il est

peut-être inhérent à ce genre de projet que la tendance encyclopédique l'emporte souvent. Pour décrire les activités du FMI en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS, par exemple, Boughton choisit de résumer l'histoire de chacun des pays de l'ancien bloc soviétique. Le résultat n'est pas toujours de lecture aisée.

L'auteur fonde pour l'essentiel sa narration sur les archives du FMI, auxquelles il a eu un accès illimité, et sur des entretiens avec des participants. On se demande néanmoins dans quelle mesure le récit n'est pas teinté par la façon dont les sources ont perçu les événements, mais aussi par la manière dont elles souhaitent aujourd'hui que ces événements soient perçus.

Michel Camdessus, Directeur général du FMI à l'époque, se montre énergique, ambitieux et disposé à risquer sa réputation quand les enjeux sont élevés. Son infatigable adjoint, Stanley Fischer, apparaît comme le protagoniste central de la gestion des crises.

Mais à part ces personnalités, les individus jouent un rôle étonnamment ténu dans l'histoire. L'auteur a peut-être



raison de banaliser leur rôle dans la mesure où la bureaucratie limite la marge de manœuvre individuelle dans une organisation de la taille du FMI. Mais dans ce cas, il aurait pu en dire plus sur ces intrigues bureaucratiques.

On en apprend peu sur les conflits entre les départements «géographiques», généralement compréhensifs à l'égard des pays qu'ils supervisent, et les départements «fonctionnels», comme ceux chargés des politiques monétaires et budgétaires, généralement plus critiques. Certains départements sont réputés être plus ou moins ouverts aux nouvelles idées; durant la période en question,

avec la puissance dominante actuelle, les États-Unis. Il n'examine pas non plus les risques si la Chine ne s'ouvre pas sur l'extérieur au niveau économique et politique, ou si les États-Unis ne procèdent pas en temps voulu aux ajustements économiques et budgétaires nécessaires, ce qui semble de plus en plus probable.

Je m'interroge sur la méthode et les hypothèses du livre, mais me rallie à la plupart de ses conclusions, et pense que son message central doit être pris au sérieux. À certains égards, la Chine est déjà la puissance économique dominante. L'essor rapide de son économie signifie qu'elle influe davantage sur la demande et les marchés mondiaux des produits de base que les États-Unis, dont le PIB aux taux de change du marché représente toujours bien plus du double de celui de la Chine. Lorsqu'il s'agit de mesurer l'influence économique internationale des grandes économies, comme les États-Unis et la Chine, le PIB (même corrigé de la parité du pouvoir d'achat) compte peut-être moins que le taux de

croissance. Un autre point méthodologique a trait à la mesure des échanges en tant que facteur déterminant de la puissance. Le commerce de la Chine est effectivement colossal : il pourrait bien atteindre 15 % du total mondial en 2030 (contre 9,8 % en 2010), comme le prévoit l'auteur. Mais sa part du trafic de perfectionnement (qui génère peu de valeur ajoutée nationale) dans le total des échanges devrait demeurer nettement supérieure à la moyenne mondiale au cours des 20 prochaines années. Le calcul de la puissance mondiale doit-il donner au trafic de perfectionnement le même poids que le commerce courant? Je ne le pense pas.

L'auteur affirme que la Chine défendra son propre intérêt en mettant un terme à la répression financière intérieure (taux d'intérêt artificiellement faibles et taux de change sous-évalué) et se fera l'apôtre du libre-échange mondial. C'est une affirmation intéressante et discutable. L'auteur accorde beaucoup d'importance aux récents efforts déployés par la Chine

pour internationaliser sa monnaie, qui laisse selon lui présager une suppression de tous les contrôles des mouvements de capitaux et l'accession du renminbi au statut de monnaie de réserve. Son raisonnement est clair, mais est-il réaliste? J'en doute. Les retombées politiques intérieures d'un renminbi monnaie de réserve sont lourdes. Le système de répression financière fait partie intégrante du système politique chinois et du contrôle exercé par le parti communiste, et ne sera vraisemblablement pas abandonné dans un avenir prévisible. Espérons que l'auteur a raison et que j'ai tort : la levée des restrictions financières et un renminbi librement convertible qui pourrait servir de monnaie de réserve mondiale servent les intérêts à long terme de la Chine (et du monde).

Pieter Bottelier

Professeur auxiliaire principal, School for Advanced International Studies, Université Johns Hopkins, et auteur de nombreux articles sur la Chine

un département fonctionnel avait reçu le sobriquet peu amène de «police de la pensée». C'est encore un point sur lequel on souhaiterait en savoir plus.

Le titre, *Tearing Down Walls* (Briser les murs), évoque la chute du mur de Berlin et la transition d'une économie planifiée à une économie de marché dans l'ancien bloc soviétique. Il fait allusion aux efforts de transparence du FMI — pour «briser les murs» qui le séparent du monde extérieur. Il renvoie en outre au processus de mondialisation, dans lequel le rôle du FMI demeure controversé.

La première partie porte sur la transition à l'économie de marché en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS. Boughton montre que le FMI était l'institution appropriée pour prendre la tête des opérations : sa spécialité est d'aider les pays à corriger les déséquilibres macroéconomiques et structurels, déséquilibres dont les économies de l'ex-bloc soviétique souffraient démesurément.

Or, le FMI ne regorgeait pas vraiment d'économistes spécialistes de l'ex-URSS, des pays qui n'étaient pas membres avant la chute du mur. Pour ces pays, le problème fondamental ne consistait pas tant

à restaurer l'équilibre macroéconomique qu'à établir des marchés là où il n'en existait pas et à gérer des privatisations à grande échelle. Le FMI n'avait aucun avantage comparatif à cet égard. L'auteur lui-même montre par exemple que le FMI était souvent désorienté face aux privatisations.

Le livre aborde ensuite les crises mexicaine, russe et asiatique. Bien qu'elles aient fait l'objet de nombreuses analyses, Boughton nous offre quelques révélations. Nous apprenons par exemple que le FMI a été informé de la dévaluation imminente du peso non pas par le gouvernement mexicain, mais par une remarque imprévue d'un haut fonctionnaire américain. Ou que s'il n'en a pas fait plus pour dissuader la Russie de ne pas honorer sa dette, c'est par suite d'une mauvaise communication téléphonique entre Camdessus, en vacances en France, et le représentant du FMI à Moscou, John Odling-Smee.

Le récit est par moments prenant. On ne peut qu'être sidéré du nombre d'appels téléphoniques urgents à 2 heures du matin, et des allers-retours fébriles entre le siège du FMI et Moscou ou Jakarta

pour parer à l'effondrement de l'économie mondiale.

L'auteur décrit à quel point la planète a frôlé, en 1995, 1997 et 1998 un «épisode Lehmann Brothers». Avec le recul, il apparaît clairement que pour être aussi proche de l'effondrement, le système financier mondial connaissait déjà des dysfonctionnements majeurs dans les années 90. On se demande pourquoi le FMI n'a rien fait de plus à l'époque pour remédier à ce problème.

Enfin, on notera avec surprise les sujets à peine effleurés : la Chine, l'Inde, les déséquilibres mondiaux, le rôle international du dollar, la naissance de l'euro. Ils seront sans doute au centre du prochain volume de la série. Mais le fait qu'ils ne soient pas plus en vue ici est révélateur : le FMI, s'il est une institution de savoir, est aussi une institution réactive. Il a tendance à réagir au dernier problème au lieu d'anticiper le suivant.

Barry Eichengreen

Professeur d'économie et de sciences politiques (George C. Pardee et Helen N. Pardee) à l'université de Californie à Berkeley et ancien conseiller au FMI (1997-98)